



LA POLITIQUE DANS LA CHAÎNE DES GÉNÉRATIONS

Quelle place et quelle transmission ?

Anne Muxel

OFCE | « *Revue de l'OFCE* »

2018/2 N° 156 | pages 29 à 41

ISSN 1265-9576

ISBN 9791090994072

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-de-l-ofce-2018-2-page-29.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour OFCE.

© OFCE. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LA POLITIQUE DANS LA CHAÎNE DES GÉNÉRATIONS

QUELLE PLACE ET QUELLE TRANSMISSION ?

Anne Muxel

Sciences Po, CEVIPOF, CNRS

Cet article présente un certain nombre de résultats issus de travaux menés sur la transmission des attitudes et des comportements politiques au sein de la famille, entre parents et enfants. Il fournit une grille de lecture des mécanismes de l'héritage intergénérationnel et présente un cadre d'interprétation des phénomènes de « politisation intime », dans le cadre de la sphère privée, participant à la construction des identités politiques. Il montre les transactions qui opèrent entre le système des normes et le système des affects des individus. Si le pluralisme et le respect de la différence sont acceptés, le désir d'homogamie et de ressemblance s'impose aussi comme une nouvelle norme affective.

Mots clés : socialisation politique, politisation intime, famille, transmission intergénérationnelle.

La sociologie politique, notamment dans le champ des études électorales, a depuis longtemps pris en compte les facteurs interpersonnels et les composantes psycho-affectives de la politisation des individus – que ceux-ci agissent très en amont dans les processus d'apprentissage initiaux et de la socialisation primaire, donc dans le temps long, ou au niveau plus informel des discussions politiques avec les proches dans le temps court de la décision électorale ou de la confrontation à un événement politique. L'importance des interactions familiales a été démontrée¹.

1. Elihu Katz, 1957, « The two-step-flow of communication. An up-to-date report on an hypothesis », *Public Opinion Quarterly*, 21, 1, p. 61 ; Paul Lazarsfeld, Bernard Berelson, Hazel Gaudet, 1944, *The People's Choice*, New York, Columbia University Press.

En 1960 paraît aux États-Unis l'un des ouvrages les plus influents et les plus cités de la sociologie électorale, *The American Voter*, au fondement de ce qui sera appelé le paradigme de l'École de Michigan. Cherchant à réintroduire le poids des variables politiques insuffisamment pris en compte par les chercheurs de Columbia, il inscrit au cœur de son modèle le rôle décisif de l'identification partisane, soit une disposition d'ordre psycho-affectif, forgée dans le contexte familial, largement héritée et durable, éminemment prédictive des comportements et des choix électoraux.

Le rôle de la famille dans la structuration sociale et culturelle des attitudes comme des comportements politiques définit un paradigme principal des études de la socialisation qui demeure encore aujourd'hui. Et ce même s'il doit intégrer la complexification croissante des agents de socialisation, leur pluralité, ainsi que certaines évolutions caractéristiques des démocraties contemporaines marquées par un affaiblissement des loyautés partisans et par une forte individualisation du rapport à la politique.

Les divers travaux que j'ai pu mener sur la place de la politique dans les échanges intimes et privés, et notamment sur la façon dont la politique circule au cœur de la vie familiale m'ont permis de mettre au jour un certain nombre de mécanismes à l'œuvre dans la transmission politique opérant à l'intérieur de la vie des familles. Premier enseignement, l'importance toujours avérée de la famille dans la construction des identités politiques, et ce alors même que la famille a été fragilisée dans ses rôles institutionnels. La transmission politique y est toujours effective. Second enseignement, dans cette transmission la continuité prévaut sur la discontinuité. D'une génération à l'autre, entre parents et enfants, la filiation politique, mesurée à partir du repérage idéologique élémentaire gauche/droite ou ni gauche ni droite, l'emporte sur les ruptures ou changements de camp politique. Troisième enseignement, les conditions de transmissibilité des choix politiques opèrent de façon implicite. L'explicite des discours est moins opérationnel que l'imprégnation diffuse au travers de laquelle sont relayées les valeurs et les opinions, dans la vie quotidienne ordinaire. La politique dans les familles, et notamment entre parents et enfants, circule surtout par des voies infra-politiques. Quatrième enseignement, la famille compte plus que la politique et nombre d'arrangements sont trouvés pour protéger la première de la seconde, en évitant les conflits irréparables. Des stratégies d'éviction de la politique du cœur de la famille, tels que le silence, l'esquive ou le tabou sont utilisées.

1. La politique au prisme de la filiation

Dans l'enfance, la politique est en sourdine, mais elle commence à fixer des repères, à insuffler une sensibilité. Lorsque l'on demande aux parents si la politique a une place importante dans l'éducation qu'ils souhaitent donner à leurs enfants, généralement ils répondent par la négative. Pour la plupart d'entre eux, l'enfance est considérée comme une période d'innocence qu'il faut préserver du monde de la politique

considéré au pire comme brutal et possiblement corrompu, au mieux comme trop compliqué à comprendre et encore abstrait à cet âge. Et de fait, les parents restent peu prolixes en la matière. 61 % d'entre eux affirment ne parler que rarement ou jamais de politique avec leurs enfants. Seuls 9 % en parlent souvent et 30 % de temps en temps. Mais lorsqu'on leur demande aussi qui devrait être en charge d'une éducation politique s'il devait y en avoir une, c'est le rôle des parents qu'ils convoquent en premier. 85 % d'entre eux estiment que ce rôle doit rester prioritaire en ce domaine très intime et très privé. Ce relatif hiatus est très révélateur de l'ambiguïté affective avec laquelle le lien entre enfance et politique est abordé².

Nombre d'études ont montré que les premiers repères politiques sont fixés de façon très précoce, depuis la petite enfance, souvent à l'insu des parents ou des adultes qui les entourent. La politique, au travers des media et surtout de la télévision, s'invite quotidiennement dans la vie des familles et les enfants y sont exposés dès leur plus jeune âge. Même si les commentaires politiques ne s'adressent pas à eux, ils s'imprègnent d'une sensibilité familiale, au travers des réactions de leurs parents, des émotions qu'ils devinent, des prises de position qu'ils arrivent peu à peu à décoder, même sous la forme d'une identification affective : j'aime/j'aime pas, les gentils/les méchants. Même le repérage gauche-droite se met assez tôt en place. Les lendemains d'élections, les cours de récréation des écoles primaires, et même maternelles, résonnent d'échanges et de commentaires entre enfants sur les résultats et les choix de leurs parents³. Si la politique au premier abord n'est pas une préoccupation première des enfants, les conversations enfantines à ce sujet révèlent déjà l'existence de premières opinions politiques en voie de cristallisation⁴. Les enfants ont déjà intégré une partie du vocabulaire politique. Annick Percheron avait pu montrer que dès 8-10 ans, ils savaient mobiliser à la fois les valeurs de la collectivité nationale, les mécanismes du régime politique, mais aussi le vocabulaire des conflits idéologiques, politiques et sociaux⁵. Elle

2. On peut se reporter à mon chapitre « La politique dans la chaîne des générations. Continuité, ruptures et nouveautés », dans l'ouvrage collectif dirigé par Michel Wieviorka, *Nos enfants*, Editions Sciences Humaines, Auxerre, 2008. On peut aussi se reporter au chapitre d'Annick Percheron, « La politique en herbe » dans son ouvrage, *La socialisation politique*, Paris, Armand Colin, 1993.

3. Voir les travaux de Catherine Throssel et son livre *Child and Nation : A study of Political Socialisation in France and England*, Peter Lang, 2015.

4. On peut se reporter à l'ouvrage de Wilfried Lignier et Julie Pagis, *L'enfance de l'ordre. Comment les enfants perçoivent le monde social*, Paris, Seuil, 2017, notamment le chapitre 4 « La politique en mode mineur » où sont décryptées en détail les réactions des enfants à l'univers de la politique.

montrait « qu'on ne saurait socialiser l'enfant au seul niveau de principes abstraits. L'enfant ne se développe pas dans le contexte d'un système idéal. Il apprend à connaître, à aimer, ou à ne pas aimer le système tel qu'il le voit fonctionner, avec un grand réalisme »⁶.

Une enquête récente a pu vérifier ce niveau de connaissance politique des enfants. Durant la dernière campagne présidentielle, plus de quatre enfants sur cinq (86 %) âgés de 6 à 12 ans étaient au courant de l'élection et presque tous (90 %) connaissaient le nom de François Hollande, président en exercice⁷. Certes, ils ne connaissaient pas le premier ministre ni le gouvernement, mais ils étaient capables d'indiquer des préoccupations et des enjeux de nature politique pouvant leur tenir à cœur. La lutte contre le terrorisme, ainsi que la lutte contre la pauvreté, étaient évoquées en premier. La plupart des enfants interrogés évoquaient des discussions politiques sur ce sujet à la maison (92 %), et la plupart d'entre eux pouvaient affirmer que leurs parents allaient voter (84 %), tout en ayant bien intégré que le vote de leurs parents devait rester secret.

L'enfance est peut-être le temps de l'innocence politique, mais c'est un temps où se fixent nombre de repères et de référents affectifs qui pourront orienter les choix des étapes ultérieures du développement.

Vient ensuite la jeunesse. Un temps de transition et un temps d'expérimentation qui marque une séquence importante dans la construction des identités politiques. C'est le temps de l'expression des premiers choix, et pour certains des premiers engagements. L'entrée en politique se fait de façon progressive et connaît des décalages similaires à ceux qui caractérisent l'entrée des jeunes dans la vie sociale adulte. Ainsi la participation des jeunes aux élections est moins élevée et moins constante que parmi les autres classes d'âge. Par ailleurs les votes se caractérisent par une volatilité plus importante que dans le reste de l'électorat. Ce temps de maturation, de relative instabilité et d'indécision définit en effet un « moratoire » caractéristique de l'entrée en politique des jeunes⁸. C'est une étape spécifique de la socialisation politique largement assujettie aux conditions d'acquisition des statuts

5. Annick Percheron, *La socialisation politique*, Chapitre 3, « Le vocabulaire politique des enfants », Paris, Armand Colin, 1993.

6. *Idem*, p. 62.

7. Sondage Ipsos réalisé pour le magazine *Parents* du 7 au 14 février 2017, sur 502 enfants âgés de 6 à 12 ans.

8. Anne Muxel, *L'expérience politique des jeunes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2001.

et des rôles sociaux adultes ainsi qu'au processus d'insertion sociale qui régit ce temps de la vie.

La jeunesse définit un temps où sont mis à l'épreuve les apprentissages et les repères initiaux, où peuvent être contrecarrés les choix parentaux et les modèles familiaux. Pourtant les études révèlent une grande conformité des premiers votes par rapport aux choix politiques des parents. Si les jeunes prennent progressivement leur envol politique, l'étayage de la socialisation familiale reste encore prévalant, du moins en ce qui concerne les formes de participation politique conventionnelles. Il en est autrement de la participation non conventionnelle ou protestataire, comme les manifestations de rue, de plus en plus familières à la jeunesse, notamment en France, qui sont des occasions d'expérience politique hors du cadre familial et privilégiant les échanges entre pairs. En France aujourd'hui, 33 % des 18-30 ans ont déjà participé à une manifestation de rue et 37 % disent qu'ils seraient prêts à le faire⁹. Cette disposition protestataire intervient de façon précoce, dès l'adolescence. Parmi les 14-16 ans, 15 % ont déjà pris part à une manifestation, et 55 % déclarent pouvoir le faire. L'expérience manifestante fait partie du cadre de la socialisation politique des jeunes Français. Une radicalité de protestation s'est assez largement diffusée dans le renouvellement générationnel¹⁰.

Les dispositions familiales pèsent d'un poids durable et continuent d'orienter les choix et les comportements ultérieurs. Néanmoins des réajustements successifs sont opérés au fil des circonstances et des rencontres qui jalonnent le parcours de vie, au gré des conjonctures historiques et politiques traversées. De même que l'identité sociale d'un individu n'est jamais achevée, de même son identité politique s'engendre dans une construction et dans une réévaluation permanentes. Les rencontres qui vont jalonner le parcours de vie vont être des occasions de confrontation mais aussi de reformulation des premiers choix et des premières affiliations.

Les liens d'affinité que représentent les liens amoureux, conjugaux et aussi amicaux introduisent des paramètres différents de ceux qui relèvent des liens contraints et non choisis propres au cadre de la parentalité et de la filiation. Par exemple, la question du partage ou pas des idées et des convictions politiques renvoie très directement au fait

9. Baromètre de la jeunesse, CEVIPOF/ministère de la défense, 2016.

10. Olivier Galland et Anne Muxel, *La tentation radicale*, Paris, PUF, 2018.

de s'être choisi. C'est en couple que l'on parle le plus de politique, et que l'on en parle de la façon la plus intime et la plus transparente.

Dans la famille, entre parents et enfants, la retenue et l'esquive sont davantage pratiquées¹¹. Les parents ont une réticence à aborder les questions politiques avec leur progéniture, en tout cas directement. Et ils sont une minorité, 29 % à considérer qu'il est important que les parents transmettent leurs idées politiques à leurs enfants¹². Pourtant ils sont de fait une matrice essentielle de la socialisation politique de leur progéniture.

Nombre de travaux ont montré que plus la transmission est explicite et arrimée à des usages concrets au sein de la famille, plus les chances de transmissibilité des choix politiques des parents aux enfants étaient grandes. Mais d'autres canaux de transmission sont aussi à l'œuvre¹³. Car le plus souvent la politique circule par les affects plus que par les discours, par les identifications plus que par les leçons civiques, par les émotions plus que par les raisonnements. Dans cette économie d'échanges, les mères transmettent davantage que les pères, sans doute parce qu'elles sont plus présentes dans les échanges affectifs et éducatifs quotidiens.

La famille reste un lieu décisif de la fabrique des orientations idéologiques. Près des deux tiers des Français (63 %) s'inscrivent dans la continuité des choix idéologiques de leurs parents : 22 % à droite, 21 % à gauche et 20 % ni à gauche ni à droite. La rupture dans la filiation reste marginale. Seuls 11 % reconnaissent avoir changé de camp politique par rapport à leurs deux parents et seuls 10 % se déclarent ni de gauche ni de droite alors que leurs parents étaient soit de gauche soit de droite. Enfin, 17 % connaissent des situations hétérogènes ne permettant de repérer une claire filiation ou désaffiliation¹⁴. Parmi les jeunes, les filiations politiques de droite ou de gauche s'établissent sensiblement de la même façon, mais une filiation ni de gauche ni de droite apparaît nettement plus affirmée que dans l'ensemble de la population (+ 9 points). Cette différence confirme les signes d'affaiblissement de l'identification gauche-droite dans le renouvellement générationnel. On notera aussi que les cas de rupture, marquant un

11. On peut se reporter à mon ouvrage *Toi, moi et la politique. Amour et convictions*, Paris, Seuil, 2008.

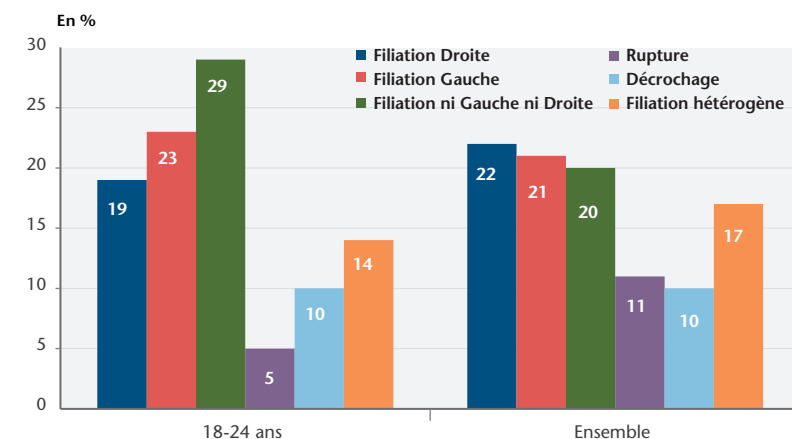
12. Enquête CEVIPOF, « Famille, amour et politique », Opinion Way, 2010.

13. Annick Percheron, *La socialisation politique*, Paris, Armand Colin, 1993.

14. Traitements issus de l'enquête ENEF 2017, du CEVIPOF.

changement de camp politique par rapport aux parents, sont deux fois moins présents que dans le reste de la population (5 % contre 11 %). La filiation idéologique apparaît encore plus active dans les âges les plus jeunes, encore proches du temps de la socialisation politique primaire, que dans les âges ultérieurs de la vie.

Graphique. Filiation politique entre ego et ses parents



Source : ENEF 2017 Cevipof.

L'importance de la filiation politique mesurée au travers de l'orientation idéologique gauche/droite ou ni gauche ni droite apparaît assez stable dans le temps. Si l'on remonte trente ans en arrière, en 1997, au moment où j'en ai effectué les premières mesures, la proportion d'affiliés par rapport aux désaffiliés n'a pas changé : deux tiers pour les premiers contre un tiers pour les derniers. Néanmoins, des modifications dans les contenus idéologiques de la droite et de la gauche ne cessent de travailler la chaîne des générations, et l'on peut observer une tendance générale à l'affaiblissement du clivage gauche-droite dans le repérage du politique par les citoyens¹⁵.

15. Sur le clivage gauche-droite et son importance dans les phénomènes de socialisation politique, on peut se reporter à Deutsch E., Lindon D., Weill P., 1966, *Les familles politiques aujourd'hui en France*, Paris, Minuit, à Percheron A., Jennings K, 1981, « Political continuities in French Families », *Comparative Politics*, p. 421-436, ou encore à Michelat G., 1990, « À la recherche de la gauche et de la droite », dans D. Boy, N. Mayer (dirs.), *L'électeur français en questions*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, pp. 71-103, et plus récemment à l'article de Michelat G., Tiberj V., 2007, « Gauche, droite, centre et vote : permanence et mutation d'une opposition », *Revue française de science politique*, 57, 3/4, p. 371-392.

Bien des lignes de clivage nouvelles viennent complexifier la structuration gauche-droite. Si le repérage élémentaire qu'elle organise se transmet toujours c'est parce qu'il dépend de ressorts éminemment affectifs qui sont à l'œuvre dans les familles. Mais celui-ci est soumis à de fortes recompositions. Il recoupe moins que par le passé les clivages sociologiques traditionnels et s'affranchit aussi des loyautés politiques. Ainsi peut-on être de gauche ou de droite comme ses parents, mais ne pas voter de la même façon. La similitude de vote concerne une large moitié de Français : 56 % déclarent un vote similaire à celui de leur père, 60 % par rapport à leur mère. Le partage d'une même orientation idéologique favorise la similitude du vote mais une proportion non négligeable d'individus vote néanmoins différemment. Parmi ceux qui se positionnent à gauche ou à droite comme leurs parents, une proportion significative d'entre eux vote différemment : 17 % qui sont à gauche et 13 % qui sont à droite comme leur père et 12 % qui sont à gauche et 10 % qui sont à droite comme leur mère. Lorsque les personnes ne se situent ni à gauche ni à droite comme leur père ou leur mère, cette proportion grimpe respectivement à 39 % et 34 %. L'homogamie idéologique entretient un lien étroit avec la probabilité d'une similitude du vote entre proches, mais ne s'y réduit pas¹⁶.

2. Convergences et divergences d'opinion : une gestion affective

La force de la filiation politique agit de façon souterraine et la transmission est le plus souvent implicite. Les parents dans leur grande majorité ne revendiquent pas explicitement cette transmission et mettent en avant la liberté et l'autonomie de l'enfant dans la construction progressive de ses choix. Pour les parents d'aujourd'hui, créer les conditions de l'autonomie est aussi important que de transmettre la culture familiale¹⁷. Si la transmission opère en bout de course, et c'est sans doute leur désir le plus profond, c'est à leur insu, et *a fortiori* à l'insu de leurs enfants. Paradoxalement, la force de la reproduction familiale des choix politiques tient sans doute à cette dimension affective et implicite, plus qu'à sa dimension normative et intentionnelle. Du

16. Anne Muxel, « Le pluralisme politique à l'épreuve de la vie privée : entre normes et pratiques », *Revue française de sociologie*, 56-4, 2015, p. 735-769

17. Voir sur ce sujet tous les travaux de François de Singly, notamment son ouvrage, *Libres ensemble. L'individualisme dans la vie commune*, Paris, Armand Colin, 2016 (2^e édition).

coup, lorsque le dispositif ne fonctionne pas, le constat peut être douloureux, car il a une connotation inévitablement affective.

La divergence politique qui peut être envisagée théoriquement, au prétexte du respect de l'autonomie de l'enfant, ne l'est plus dès lors qu'elle se produit concrètement. Le désaccord politique avéré entache la scène imaginaire de l'unicité comme de la complicité du lien entre parents et enfants. Il introduit la duplicité, voire une étrangeté difficile à soutenir et à accepter. C'est en raison de ce risque affectif, que la politique dès lors qu'elle peut fâcher est le plus souvent esquivée, escamotée de la relation. Les parents ne sont pas toujours à l'aise vis-à-vis des choix politiques qui sont endossés par leurs enfants. Ils ne disent d'ailleurs pas volontiers à ces derniers pour qui ils votent : 43 % restent secrets sur ce point.

Dire son vote engage et expose de soi. Et dans les familles, le vote est un sujet assez facilement évincé des conversations : 52 % des Français ne disent pas leur vote à leur père et 46 % à leur mère. Le secret du vote opère une double protection : échapper aux pressions des autres et éviter la publication d'une divergence d'opinion qui pourrait avoir des conséquences néfastes sur la qualité de la relation¹⁸. Cette gestion du secret connaît des différences selon l'orientation idéologique. Les individus se classant à droite sont plus taiseux dans ce domaine tandis que ceux qui se positionnent à gauche se montrent moins réticents à publiciser leur vote. La culture politique associée à la droite suppose une individualisation du rapport à la politique plus affirmée que celle qui prévaut à gauche où la référence au collectif et à l'engagement est revendiquée. Ce plus grand silence à droite avait été déjà repéré par Guy Michelat et Michel Simon dans leurs travaux sur les liens entre classe, religion et politique, et attribué à la culture catholique traditionnellement plus méfiante vis-à-vis de la politique et des risques de division dont elle est porteuse¹⁹. Mais si la droite privilégie le non-dit en la matière, c'est dans les groupes familiaux caractérisés par une absence de positionnement politique entre la droite et la gauche, et donc plus distants du système politique, que celui-ci reste le plus marqué.

La politique est ce qui se transmet le plus dans les familles, mais ce n'est pas nécessairement le sujet dont on parle le plus. On y parle

18. Anne Muxel, « La politisation par l'intime. Parler politique avec ses proches », *Revue française de science politique*, 2015/4, Volume 65, p. 541-562.

19. Michelat G, Simon P., 1977, *Classe, religion et politique*, Paris, Presses de la FNSP.

d'abord de tout ce qui touche aux activités de la vie quotidienne, mais aussi d'art et de culture. Ces deux thèmes arrivent en tête des sujets de discussion qui sont considérés comme « rapprochant » (respectivement 76% et 67 % des Français) tandis que la politique est considérée comme un sujet « éloignant » (49 %) devant la question de l'héritage (42 %) ou encore de la religion (32 %).²⁰ La politique est un sujet risqué. C'est avec leurs enfants, même devenus adultes, que les parents parlent le moins facilement de politique. Pour éviter d'être pris en flagrant délit de trop les influencer. Mais aussi de peur de les constater différents voire opposés. De peur de se disputer et de risquer de se brouiller. De peur de ne pas se reconnaître, de ne pas se reconnaître en eux. Dans l'intimité relativement sacralisée du lien entre parent et enfant, la politique peut devenir un enjeu crucial. Pour le parent s'y joue l'ordre de la transmission et de la passation, non seulement d'une histoire, la sienne, mais aussi de son identité, d'une part de son intimité. Dans son enfant, c'est d'une certaine façon une part de soi qui est engagée, et avec elle une exigence de reconnaissance de soi-même.

Lorsque l'on parle de politique, on discute toujours plus de politique avec son père qu'avec sa mère (38 % contre 30 %), bien que dans les situations d'homogamie à gauche (père/mère et ego à gauche) l'écart soit ténu (-3points). Dans les familles de droite, et dans les cas d'homogamie à droite (père/mère et ego à droite) l'écart entre père et mère est nettement plus prononcé (-10 points). Mais on observe toujours une plus grande fréquence de discussions entre ego et son père ou sa mère à gauche qu'à droite (tableau).

Tableau. Fréquence des discussions politiques avec père et mère selon les contextes familiaux d'homogamie ou d'hétérogamie politiques (en %)

Filiation ascendante : <i>Ego/père/mère</i>	Discute souvent avec son père	Discute souvent avec sa mère	Écart père/mère
Homogamie gauche	56	53	-3 pts
Homogamie droite	46	36	-10 pts
Homogamie Ni gauche Ni droite	28	22	-6 pts
Hétérogamie	31	22	-9 pts
Ensemble	38	30	-8 pts

20. Enquête Vivavoix pour l'OCIRP, avril 2017.

La politique a sa place dans la famille, mais elle reste néanmoins peu investie et peu conflictuelle. Si le pluralisme des opinions et des idées prévaut en tant que norme d'attitudes et de comportements, l'homogamie politique domine dans les faits. Cet écart entre normes et pratiques caractérise le cadre de ce que j'ai appelé la « politisation intime » des individus. Au sein de la famille, la tolérance envers la divergence d'opinion politique s'impose majoritairement. Seule une minorité de personnes conditionne le lien affectif à la nécessité de l'accord politique : 23 % sont d'accord avec l'idée que « pour s'aimer vraiment, il faut partager les mêmes idées ». En revanche, les valeurs morales, l'éducation des enfants ou les goûts culturels et artistiques passent avant la politique. Pour 88 % d'entre elles, il y a nécessité de partager les mêmes valeurs morales, pour 79 % il faut pouvoir se référer aux mêmes principes éducatifs des enfants, pour 45 % il faut partager le même univers culturel.

Ce même impératif s'applique nettement moins aux opinions politiques. Seuls 30 % des Français considèrent qu'une entente sur ce point est nécessaire, les individus se classant à gauche étant plus exigeants sur ce point que les autres (39 % contre 33 % de ceux qui se classent à droite). Néanmoins la convergence en matière de politique apparaît plus cruciale qu'en matière de religion, un signe supplémentaire de la sécularisation de la société française. Seul un quart des français (25 %) considère qu'il est important de partager les mêmes convictions religieuses pour avoir une relation vraie et durable au sein d'un couple²¹. Mais de fait tout se passe comme si la politique définissait pourtant pour beaucoup une zone de convergence et de complicité même silencieuse. Il semblerait que le jeu des attractions affectives, mais aussi sociales, ne rebattent pas tant les cartes que ce que l'on pourrait croire sur ce sujet. Les trois-quarts des couples aujourd'hui partagent une même orientation idéologique et optent pour un même vote. Les enquêtes montrent une forte tendance à l'homogamie politique, une homogamie de fait, même si celle-ci ne s'établit pas sur des bases intentionnelles.

La parenté contient symboliquement l'idée de reconnaissance mutuelle, de ressemblance et d'identité. Au sein du cercle des proches, on attend de la politique qu'elle rassemble plutôt qu'elle ne divise. C'est une majorité d'individus (61 %) qui déclare préférer une discus-

21. Enquête CEVIPOF, « Famille, amour et politique », Opinion Way, 2010.

sion politique avec « quelqu'un qui a plutôt les mêmes idées que soi ». Et ce n'est qu'une minorité (26 %) qui dira prendre le risque « de convaincre quelqu'un pour le faire changer d'avis »²².

La nécessité de l'accord politique est défendue par les femmes plus que par les hommes. Le rôle et la place spécifique des femmes dans l'organisation domestique comme dans le réseau de parenté s'accompagne d'un investissement affectif plus marqué. Cette « centralité féminine », dans le dispositif relationnel au sein du cercle des proches les prédispose sans doute plus que les hommes à l'évitement des conflits²³.

Mais de très loin, ce sont les positionnements politiques et le niveau de politisation qui sont les plus décisifs sur l'acceptation ou le refus de la divergence d'opinion. Les individus déclarant que la politique occupe une très grande place dans leur vie ont deux fois plus de chances de répondre que c'est important que ceux pour qui elle n'a qu'une faible place. De même plus l'intérêt pour la politique est marqué, plus l'exigence de l'accord semble s'imposer. L'orientation idéologique joue un rôle non négligeable. Les individus se positionnant à gauche sont plus enclins à l'homogénéité que ceux se positionnant à droite. Et ce sont les individus se positionnant ni à gauche ni à droite qui attachent le moins d'importance à l'homogamie²⁴.

Mais si l'hétérogamie politique peut être acceptée en tant que norme démocratique familiale, dans les faits, elle est supplantée par la réalité de l'homogamie politique. Cette dernière concerne une large majorité d'individus. La continuité idéologique prévaut d'une génération à l'autre, et la filiation politique est à mettre au compte de l'héritage familial pour deux Français sur trois. Sept Français sur dix vivent avec un conjoint qui partage les mêmes choix politiques. Près de quatre Français sur dix vivent dans un environnement politique homogène incluant leur conjoint et leurs parents. L'altérité démocratique dans les faits résulte d'arbitrages relationnels et affectifs très concrets, soumis à toute une économie affective qui ne peut être évincée.

22. Anne Muxel, « Le pluralisme politique à l'épreuve de la vie privée : entre normes et pratiques », *Revue française de sociologie*, 56-4, 2015, art. cit.

23. Jean-Hugues Déchaux, « Les femmes dans les parentèles contemporaines : atouts et contraintes d'une position centrale », *Politiques sociales et familiales*, 95, 2009, p. 7-17.

24. Anne Muxel, « Le pluralisme politique à l'épreuve de la vie privée : entre normes et pratiques », art. cit.

3. Conclusion

Dans un contexte d'affaiblissement des allégeances sociales, culturelles et politiques se portant sur les groupes comme sur les institutions, la transmission politique dans le cadre familial persiste, mais elle s'est individualisée. L'héritage politique familial s'est privatisé. Et de nouvelles normes se sont imposées, non sans tension. Le constat d'un hiatus entre l'acceptation de la différence d'opinion sur le terrain de la normativité démocratique appliquée au modèle familial contemporain, d'une part, et la réalité de l'homogamie politique et de la convergence des convictions idéologiques dans le vécu des personnes, d'autre part, révèle de nouveaux types d'arbitrages. L'espace relationnel familial apparaît plus ouvert à la différence, mais les transactions qui opèrent entre les systèmes de normes et les systèmes d'affects des individus imposent des impératifs nouveaux dans la construction comme dans l'affirmation des identités politiques endossées par les individus.